

Arrêté du Maire

ARRETE TEMPORAIRE

24-AC-3100

Portant réglementation du stationnement et de la circulation face au 56 RUE DES AUGUSTINES

En agglomération

- Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 ;
- Vu** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1 et R. 417-10 ;
- Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation de temporaire ;
- Vu** le Code de l'Environnement, notamment l'article L541-3 ;
- Vu** l'arrêté municipal n° 2022-742 du 4 octobre 2022 portant délégation de fonction et de signature de Monsieur Gauthier OSSELAND en matière de ville du ¼ d'heure, déplacements et projet Master Plan ;
- Vu** la demande présentée par **C MACRON** ;
- Vu** l'arrêté n°24-AC-3057 en date du 21/10/2024, portant réglementation de la circulation, du 21/10/2024 au 22/10/2024, face au 56 RUE DES AUGUSTINES ;

Considérant qu'il y a lieu de favoriser le bon déroulement des travaux de réparation de toiture ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour faciliter la circulation et assurer la sécurité des usagers ;

ARRÊTONS

-

ARTICLE 1 : L'arrêté n°24-AC-3057 en date du 21/10/2024, portant réglementation de la circulation face au 56 RUE DES AUGUSTINES, est abrogé.

ARTICLE 2 : À compter du 23/10/2024 et jusqu'au 24/10/2024, les prescriptions suivantes s'appliquent face au 56 RUE DES AUGUSTINES :

- La circulation des véhicules est interdite entre la rue GUINEGATTE et la rue du FOUR SAINT ADRIEN. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux riverains.
- Le stationnement des véhicules est interdit sur 3 emplacements. Le non-respect des dispositions prévues est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ;
- La circulation piétonne sera rétrécie

ARTICLE 3 : À compter du 23/10/2024 et jusqu'au 24/10/2024, une déviation est mise en place pour tous les véhicules. Cette déviation emprunte l'itinéraire suivant :

- RUE DU NOCQUET D'OR
- RUE DU MARCHÉ AU FILE
- RUE DU FOUR SAINT-ADRIEN

ARTICLE 4 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le pétitionnaire.

ARTICLE 5 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise place de la signalisation. Ces dispositions pourront être levées selon l'avancement des travaux.

ARTICLE 6 : Les dispositions définies par le présent arrêté remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

ARTICLE 7 : Toute infraction aux dispositions définies par le présent arrêté constituera contravention et sera réprimée comme telle.

Le non-respect des dispositions prévues sera considéré stationnement gênant au sens de l'article R. 417-10 du Code de la Route. Les véhicules en infraction pourront être enlevés aux frais, risques et périls de leurs propriétaires.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire est chargé de procéder à l'information individuelle des riverains.

ARTICLE 9 : Les dispositions définies par le présent arrêté ne s'appliquent pas aux véhicules des Services de Police, de Gendarmerie, de Secours, des Services Municipaux, et du Pétitionnaire, dans le strict exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 10 : Le directeur général des services de la ville d'Arras et le commissaire de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au commandant de gendarmerie, aux sapeurs-pompiers, à la direction Générale des Services, au réseau Artis, au commissaire de police, à la directrice de la police municipale, au service affichage et au pétitionnaire.

ARTICLE 11 : En application des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Arras
Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué